



Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX^e siècle

Family budgets and lifestyles in Québec in the second half of the twentieth century

Simon Langlois

Number 62, 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/038125ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/038125ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Article abstract

Through the study of family spending from surveys conducted by Statistics Canada, it is possible to analyze the spread of a new lifestyle that coincided with the rise of consumer society. The changes observed in the second half of the twentieth century are numerous: a constant decline in the effort coefficient for food and for clothing, an increase in housing weight and an intensification of new requirements such as transportation, leisure time and protection. In the structure of requirements, the housing function now occupied first place well ahead of the food function and followed by the transportation function. Consumer goods and services were linked to the rise of the individual as a primary reference point as it increased its autonomy and leeway. A growing number of objects permitted individuals to live a life of their own. For example, the automobile moved from being a family object in the 1950s to more of an individualized object at the beginning of the twenty-first century especially in the suburban lifestyle of the middle-class. While the level of material well-being for families did increase in consumer society, one must not overlook the darker side of the equation such as overconsumption, waste, pressures on the environment and even a kind of addiction to consumer goods.

Cite this article

Langlois, S. (2008). Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX^e siècle. *Les Cahiers des dix*, (62), 195–231. <https://doi.org/10.7202/038125ar>

Budgets de famille et genres de vie au Québec dans la seconde moitié du XX^e siècle

PAR SIMON LANGLOIS

Un nouveau genre de vie s'est imposé avec l'émergence de la société de consommation et avec l'arrivée d'une nouvelle culture matérielle, en rupture radicale avec celui des générations passées. Ce genre de vie passe désormais par la consommation élargie d'objets et de services produits dans la sphère marchande, depuis les biens d'équipement ménager et les appareils électroniques modernes, jusqu'à la panoplie de services les plus divers sans oublier l'omniprésente automobile, les aliments préparés ou importés et les vêtements confectionnés en usine. Plus largement, ce genre de vie s'inscrit dans ce que les spécialistes ont appelé le modèle fordiste de société, qui comprend quatre composantes essentielles, soit la production de masse par le système industriel de biens de consommation et de services, le développement du salariat, la consommation marchande de biens et services au sein des ménages et la mise en place de l'État-providence.

Travaillant en usine et dans des bureaux, les individus sont en effet dépendants du marché pour leur survie et pour leur bien-être. L'abondance de la production fordiste a offert aux ménages bien plus que ce qu'il faut pour vivre, elle leur a permis de construire une nouvelle vie confortable et elle leur a procuré le

bien-être matériel. L'accès au bien-être est encore inégal et la croissance des revenus réels des classes sociales les moins favorisées et de la classe moyenne a été variable durant la seconde moitié du XX^e siècle, certes, mais on reconnaîtra que le niveau de vie de la classe ouvrière d'autrefois a augmenté, que la taille de la classe moyenne s'est accrue et que l'extrême pauvreté a régressé.

Nous entendons saisir la mutation des genres de vie au sein de la société québécoise et son évolution dans le temps à partir d'un examen des budgets des ménages. C'est là un instrument d'analyse privilégié des sociologues et des économistes qui remonte à l'origine même de ces deux disciplines et que les historiens ont aussi largement utilisé de leur côté. Le sociologue français Maurice Halbwachs a en effet avancé l'idée que les dépenses des familles révélaient leurs besoins ressentis et que les corrélations avec les caractéristiques des ménages permettaient d'expliquer l'origine des besoins, différents d'une classe sociale à une autre. Il avait ainsi observé que, dans la France des années 1920, les familles ouvrières et les familles d'employés consommaient différemment à revenus constants, ce qui l'a amené à formuler l'hypothèse que l'appartenance à une classe sociale, en marquant les représentations sociales des besoins à satisfaire, était à l'origine des choix de consommation différents.

Les premières enquêtes systématiques sur les dépenses des ménages ont été faites plus tardivement au Canada. Ainsi, le Bureau fédéral de la statistique a-t-il effectué la première grande enquête sur les budgets des ménages en 1937, mais en se limitant à étudier les familles vivant dans des villes de 30 000 habitants ou plus¹. Une enquête identique a suivi en 1947-1948 et, à partir de l'année 1953, le Bureau fédéral de la statistique les a menées à tous les deux ans. Les familles vivant à la campagne ont été cependant exclues de ces enquêtes car elles présentaient alors des particularités (autoconsommation et faible implication dans l'économie marchande, par exemple) qui les distinguaient trop des familles urbaines. L'organisme statistique a réalisé des enquêtes sur tout le territoire, couvrant autant les ménages urbains que ruraux, à partir des années 1960 seulement, la première enquête disponible aux chercheurs sous forme de microdonnées remontant à l'année 1969.

Quelques travaux pionniers ont utilisé les données sur les budgets de famille pour étudier les genres de vie des familles dans la seconde moitié du siècle dernier. La première enquête sociologique sur les conditions de vie et les budgets de famille

1. Bureau fédéral de la statistique, *Family, Income, and Expenditure in Canada, 1937-1938*, Ottawa, catalogue 62-D-66.

au Québec a été réalisée en 1959 par Gérard Fortin et Marc-Adélar Tremblay et elle couvrait tout le territoire du Québec². Nous en rappellerons les résultats plus loin. De leur côté, Jean-Pierre Charland et Mario Désautels ont analysé les données des premières enquêtes sur les budgets des ménages du Bureau fédéral de la statistique ainsi que les données de la comptabilité nationale couvrant la période allant de 1920 à 1960 dans leur ouvrage *Système technique et bonheur domestique* (1992)³. Ils y proposent une analyse des transformations des modes de vie des familles salariées en milieu urbain au cours de la période d'industrialisation et de développement du salariat au Québec.



À gauche, Gérard Fortin, professeur retraité du Département de sociologie de l'Université Laval et fondateur de l'INRS Urbanisation, en compagnie de Simon Langlois, lors du lancement du numéro de *Recherches sociographiques* intitulé *Le monde rural*, le 22 juin 1989. En fond de scène on remarquera la présence de Fernand Harvey. (Division des archives de l'Université Laval, U540, négatif 89-549, numéro 7. Photographe : Marc Robitaille)

2. MARC-ADÉLARD TREMBLAY ET GÉRALD FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964.
3. JEAN-PIERRE CHARLAND ET MARIO DÉSAUTELS (dir.), *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, coll. « Documents de recherche » n° 28, 1992.



Photographie de Marc-Adélarde Tremblay, professeur au Département d'anthropologie de l'Université Laval (Division des archives de l'Université Laval, U540, négatif 85-631 #7. Photographe : Paul Laliberté)

Comme la période de la première moitié du XX^e siècle a déjà été bien analysée dans le travail de Charland et Désautels et dans l'ouvrage de Tremblay et Fortin, nous proposons dans cette contribution d'étudier l'évolution des budgets des familles québécoises dans la seconde moitié du XX^e siècle en exploitant les douze enquêtes sur les dépenses des familles effectuées par Statistique Canada entre 1969 et 2004, date de la dernière enquête

disponible. Mais auparavant, nous rappellerons quelques résultats de l'enquête Tremblay-Fortin qui ont l'avantage de caractériser les budgets des familles québécoises quelques années avant la période couverte par notre étude.

L'enquête Tremblay-Fortin de 1959

L'enquête sur les comportements économiques et les budgets de famille a été conduite par Gérald Fortin et Marc-Adélarde Tremblay en 1959 avec l'appui financier des caisses populaires Desjardins. Cette enquête donne un portrait fascinant du niveau de vie des familles salariées québécoises à l'aube de la Révolution tranquille et elle permet de prendre la mesure des changements survenus par la suite.

Dès l'année 1959, il apparaît que les modèles de consommation marchande sont largement répandus sur tout le territoire québécois et que les représentations sociales et les attitudes ont aussi changé en milieu rural, du moins dans les familles salariées étudiées par les deux sociologues car les familles de cultivateurs avaient été exclues de leur enquête. C'est là un résultat de recherche important qui a contribué à modifier la représentation, convenue et tenue pour acquise à l'époque, d'une opposition de fond entre le rural et l'urbain dans la société québécoise. Fortin et Tremblay avaient plutôt montré que c'est le revenu des familles salariées – bien plus que leur appartenance urbaine ou rurale et bien davantage que l'appartenance de classes posée par hypothèse à la suite des analyses de Halbwachs – qui était

déterminant dans l'explication des comportements économiques et des représentations sociales.

Nous avons reproduit dans le tableau 1 la structure de la consommation marchande telle que mesurée en 1959 dans les familles salariées du Québec. Tremblay et Fortin distinguent douze postes budgétaires différents. Le poste nourriture domine largement dans le budget des familles de l'époque, accaparant plus du tiers des dépenses totales de consommation par unité (après pondération afin de neutraliser l'effet du nombre de membres dans le ménage). Le logement suit, mais assez loin, avec 18,8 % des dépenses. L'intérêt de leur étude est de faire apparaître de nouveaux types de dépenses dans les budgets des familles salariées du Québec, comme les transports (6,2 %), le mobilier (6,7 %), les remboursements de prêts à la consommation (5,5 %) et les assurances (5,9 %). Ce sont là des dépenses typiques de la société de consommation marchande naissante. On notera, enfin, que les loisirs marchands sont encore peu présents dans la consommation des familles de l'époque (2,3 %).

Les données de Tremblay et Fortin montrent que le revenu est fortement associé à la différenciation des dépenses des familles, un aspect qui guidera l'analyse que nous ferons plus loin. Les auteurs confirment la première loi de Engel, du nom de cet économiste belge qui, le premier, l'avait observée : la part du budget familial consacrée à l'alimentation décline à mesure que le revenu augmente. Lorsque les ménages s'enrichissent, ils disposent de ressources discrétionnaires pouvant être consacrées à de nouveaux postes budgétaires, typiques de la nouvelle société de consommation. Ainsi, les données de l'enquête de Tremblay et Fortin révèlent-elles que les coefficients budgétaires pour les transports (l'automobile en fait), les loisirs, le mobilier du ménage et les assurances diverses sont plus élevés chez les familles à hauts revenus. Selon la loi formulée par Engel, la consommation de ces familles favorisées annonce des changements à venir susceptibles de toucher toutes les familles lorsque leurs propres revenus augmenteront à leur tour à la suite de l'enrichissement collectif, bien qu'il ne faille pas nécessairement conclure à une convergence temporelle entre classes sociales dans les besoins de consommation, une question qui sera (et est encore) débattue dans les travaux ultérieurs.

TABLEAU I
 Distribution des coefficients budgétaires selon les fonctions
 de consommation et le revenu total disponible, familles salariées
 de l'ensemble du Québec, enquête de Fortin et Tremblay effectuée en 1959

Fonctions	Bas revenu	Revenu moyen	Haut revenu	Total
Nourriture	44,7	34,9	27,0	35,8
Logement	17,3	19,6	19,7	18,8
Vêtement	7,6	7,4	7,2	7,4
Mobilier	5,2	6,7	8,6	6,7
Transports	4,2	6,2	8,4	6,2
Assurances	3,5	6,3	8,1	5,9
Remboursements	4,5	5,4	6,6	5,5
Soins médicaux	3,9	3,9	4,1	3,9
Tabac-boissons	3,6	3,6	3,6	3,6
Éducation	3,1	2,3	1,9	2,4
Loisirs	1,3	2,3	3,4	2,3
Autres dépenses	1,1	1,2	2,0	1,5
Total	100	100	100	100

Source : MARC-ADÉLARD TREMBLAY ET GÉRALD FORTIN, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1964, tableaux VI-1 et VI-6.

Tremblay et Fortin ont observé que les familles vivant en milieu rural dépensaient moins que les autres au poste logement, même si elles étaient plus souvent propriétaires, parce que les coûts liés à cette fonction (coûts de la construction, coûts d'entretien et taxes foncières) y sont moindres. Les auteurs ajoutent : « Par contre, les familles rurales, quel que soit leur revenu, dépensent plus que les familles urbaines pour le mobilier (appareils électriques), les déplacements (auto) et l'éducation ; des dépenses entraînent d'ailleurs la pratique plus intensive de l'achat à crédit pour les deux catégories de revenu supérieures⁴ ». Dépensant moins pour le logement, « les familles rurales ne se sentent pas attirées par des besoins correspondant à leur système traditionnel de valeurs, mais par des besoins correspondant aux nouvelles normes proposées par la publicité commerciale. [...] La population rurale a donc les mêmes besoins que la population urbaine⁵ ».

4. M.-A. TREMBLAY ET G. FORTIN, *op. cit.*, p. 107.

5. *Idem*, p. 107.

Nous verrons maintenant ce qui en est dans les décennies qui ont suivi l'enquête de Tremblay et Fortin en exploitant les données de Statistique Canada, après avoir présenté quelques remarques méthodologiques.

Précisions de méthode

Quelques précisions de méthode – que nous réduirons au strict minimum – s'imposent cependant avant d'entreprendre l'analyse des données.

Nous analyserons les données de l'échantillon québécois des enquêtes nationales faites par Statistique Canada. Deux types d'enquêtes ont été menés. La première – l'*Enquête sur les dépenses des familles* (EDF) – a été réalisée en 1969, 1978, 1982, 1986, 1992, 1996. La seconde, qui a remplacé l'EDF – l'*Enquête sur les dépenses des ménages* (EDM) – est devenue annuelle à partir de l'année 1997 et nous disposons des données jusqu'en 2004⁶. Quelques changements ont été apportés dans la seconde enquête qui peuvent affecter (quoique marginalement) l'analyse des tendances de fond, qui est l'objet de la présente contribution. Ainsi, le remboursement du capital dans les paiements hypothécaires est inclus dans le poste habitation à partir de l'enquête de 2001, alors que seuls les intérêts payés étaient comptabilisés dans les enquêtes précédentes.

Nous avons étudié séparément les budgets des couples et des familles, d'un côté, et ceux des personnes vivant seules en ménage, de l'autre, parce que trop différents et pour ne pas introduire une distorsion dans le temps puisque ce dernier type de ménages était beaucoup moins fréquent dans les années 1960 que dans les années 2000. Nous proposons plutôt une étude séparée du mode de vie en solitaire, qui a connu une extension considérable à partir des années 1980. On objectera que la pondération des dépenses en fonction du nombre de membres eût suffi à prendre en compte et à neutraliser l'impact de la petite taille des ménages de personnes vivant seules, mais les analyses montrent que ce n'est pas vraiment le cas, car le mode de vie et la structure des besoins sont très différents dans les ménages de personnes vivant seules. Mieux vaut les étudier séparément.

6. Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques des enquêtes, voir la documentation de Statistique Canada sur son site web – www.statcan.ca – ou encore, SYLVIE JEAN, « La consommation » dans HERVÉ GAUTHIER ET AL., *Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain*, Québec, Institut de la statistique du Québec, Québec, juin 2004, p. 191-226; SYLVIE JEAN, « Les dépenses des ménages » dans Institut de la statistique du Québec, *Données sociales 2005*, Québec, ISQ, 2005, p. 175-190.

La taille différente des ménages exige de pondérer les données en donnant des poids à leurs membres afin de tenir compte des économies d'échelle faites au sein de ces derniers, mais aussi aux fins de comparaisons dans le temps, parce que la taille moyenne des ménages a diminué sur une longue période. Nous avons utilisé l'échelle d'équivalence suivante en donnant le poids 1 au premier adulte du ménage, 0,8 aux autres membres adultes âgés de 17 ans et plus, 0,5 aux enfants âgés de 5 à 16 ans et 0,4 aux enfants plus jeunes. Les données analysées dans la présente contribution sont donc des dépenses pondérées par unité de consommation et elles caractérisent les ménages.

Nous avons distingué dix grandes fonctions de consommation, qui correspondent à autant de besoins, à autant de dimensions des genres de vie des ménages. Leur identification parle d'elle-même mais il importe de donner des précisions. L'alimentation comprend les dépenses pour les aliments achetés et transformés au foyer mais aussi les repas pris à l'extérieur à cause du travail. Les repas pris au restaurant lors de sorties ou lors de voyages sont classés dans la fonction loisirs. Le logement comprend toutes les dépenses courantes faites par les propriétaires et les locataires, mais elles excluent les remboursements du capital de l'hypothèque avant 2001, considérés comme une épargne. Nous n'avons pas estimé de loyer fictif pour les propriétaires ayant totalement remboursé leur hypothèque.



La cuisine typique
d'un intérieur
québécois des années
1950.
(Photo : Collection
Yves Beauregard)

Les dépenses en transports incluent l'achat de véhicules, les réparations et les assurances diverses mais elles excluent celles pour les véhicules récréatifs (motos-marine, motoneige, etc.). Les dépenses pour les loisirs et pour la culture sont

regroupées. Dans les loisirs sont inclus les équipements de sport, les véhicules récréatifs, les dépenses reliées aux vacances, notamment, alors que les dépenses pour la culture comprennent les abonnements et achats de livres, les billets pour les spectacles et les billets de loteries. La fonction équipement comprend les dépenses en biens durables pour le foyer et leur entretien. La fonction protection regroupe les assurances diverses ainsi que les assurances liées au travail, excluant les cotisations pour les régimes de rente. La santé comprend, en plus des dépenses pour la santé au sens strict, celles qui vont aux soins personnels et les frais d'assurance maladie, y compris les cotisations au nouveau régime québécois mis en place au tournant du siècle. Les frais de garde de jeunes enfants sont classés dans la fonction éducation ainsi que les frais de scolarité. Le poste divers, enfin, inclut les dépenses non classées ailleurs comme les frais funéraires et les frais de notaire, par exemple.

Nous analyserons d'abord la structure des budgets des ménages, soit la distribution des coefficients budgétaires (ou coefficient d'effort) associés à chaque fonction. La structure des budgets donne l'importance relative de chacune d'entre elles. Depuis les premières enquêtes sociologiques sur les budgets de famille – celles de Leplay, Engel ou Halbwachs – on estime que la structure des dépenses caractérise en fait la structure des besoins des ménages et des familles. Les dépenses des ménages en effet révèlent ce que leurs membres estiment nécessaire pour vivre. Elles sont contraintes dans le cas des besoins de base, mais une partie grandissante d'entre elles sont discrétionnaires, impliquent un choix fait par le ménage.

Niveau de vie des ménages

Avant d'étudier les changements qui ont marqué la structure des besoins des ménages québécois en trente-cinq ans, nous analyserons d'abord l'évolution de leur niveau de vie global, des années 1960 aux années 2000, ce qui fixera la toile de fond de cette étude. Par niveau de vie, nous entendons le pouvoir d'achat en dollars constants des ménages, calculé en tenant compte du nombre de leurs membres. Techniquement, estimer le niveau de vie consiste à diviser le revenu total disponible du ménage (une fois payés les impôts directs) par l'échelle pondérée retenue pour caractériser la composition du ménage (décrite plus haut). Le niveau de vie caractérise les moyens financiers dont disposent les ménages pour défrayer leurs dépenses de consommation courante ou pour épargner.

Le niveau de vie des ménages sera donc dépendant des revenus nets de leurs membres, toutes sources confondues, d'un côté, et des mutations sociodémographiques qui les caractérisent, de l'autre. De nombreux changements ont marqué

depuis trente-cinq ans l'évolution de ces deux composantes, que nous rappellerons brièvement⁷.

Premièrement, l'évolution des revenus individuels de marché dans la seconde moitié du XX^e siècle peut être résumée de manière rapide et synthétique. Les revenus ont d'abord connu une croissance très forte de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au premier choc pétrolier de 1973. Cette longue période de croissance réelle est bien connue sous le nom des trente glorieuses, selon l'expression de Jean Fourastié. La croissance réelle s'est par la suite arrêtée et les revenus d'emploi ont été plus ou moins stagnants pendant les années 1970 et 1980, sans véritable croissance réelle du pouvoir d'achat. La reprise des hausses réelles n'a été observée que tard dans les années 1990, se poursuivant jusqu'aux années 2008. Soulignons qu'il s'agit là de données moyennes, car les nouvelles générations de jeunes entrant sur le marché du travail pendant ces années-là ont connu des diminutions réelles de revenus comparés à ceux des générations précédentes au même âge. Cette évolution signifie qu'à partir de la fin des années 1960, la famille typique à un seul pourvoyeur verra sa situation socioéconomique devenir de plus en plus difficile.

Deuxièmement, le nombre de pourvoyeurs dans les ménages a changé pendant cette période. Les épouses et les mères de familles ont en effet accru leur participation au marché du travail, d'abord à temps partiel dans les années 1960, puis de plus en plus à temps complet et sur des durées plus longues à mesure qu'on avance dans le siècle, à mesure que de nouvelles cohortes de femmes plus scolarisées entraient sur le marché du travail. Le revenu familial moyen a donc continué de croître, mais plus lentement que dans les années 1950 et 1960, principalement parce que les membres des ménages (les épouses, en fait) ont travaillé davantage à l'extérieur du foyer. Au fil des ans, le double revenu est devenu la nouvelle norme, d'abord parce que les jeunes femmes diplômées tenaient à occuper un emploi, mais aussi parce que leurs revenus s'avéraient de plus en plus nécessaires afin de compenser l'arrêt de la croissance des salaires des hommes jusque-là principaux pourvoyeurs (comme c'était encore le cas au moment de l'enquête de Tremblay et Fortin en 1959). La participation accrue des femmes au marché du travail a eu un impact considérable sur la structure des besoins des ménages comme on le verra plus loin, impliquant des dépenses induites nouvelles : frais de garde des jeunes enfants, achat d'une deuxième voiture, achats de vêtements, repas au restaurant le midi, achat de nourriture déjà préparée, etc.

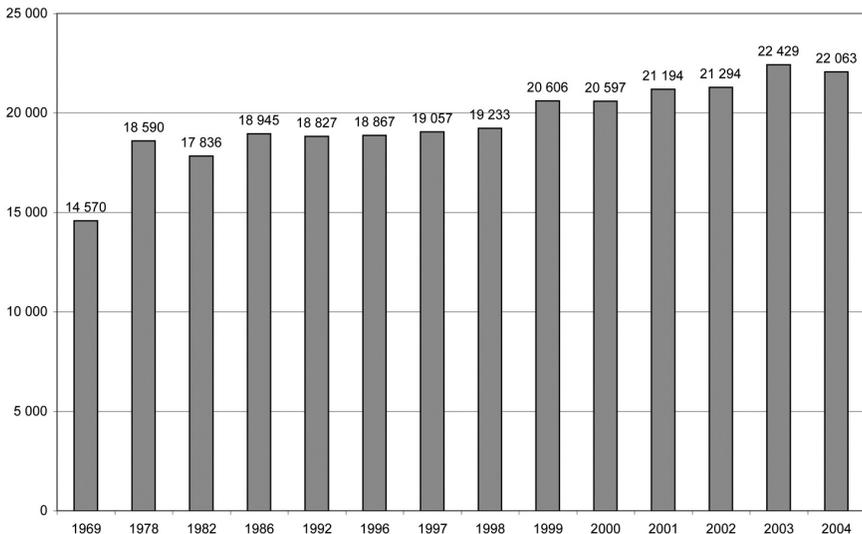
7. Ces changements ont été longuement documentés et analysés dans notre contribution à l'ouvrage édité par MIRIAM FAHMY, « Portrait social 2008 », *L'État du Québec 2009*, Montréal, Fides, 2008, p. 17-73.

Troisièmement, les couples ont modifié leur fécondité, des années 1960 aux années 2000. Le taux de natalité a continuellement diminué, avant de se stabiliser à la fin des années 1990. La descendance finale des femmes tourne autour de 1,65 enfant depuis dix ans. La taille réduite des ménages a elle aussi marqué la structure des dépenses au cours de la période que l'on va étudier.

Quatrièmement, la conjugalité et les modes de vie familiaux ont profondément changé en quarante ans. Le taux de divorce s'est accentué et la part des ménages reconstitués a augmenté. Le mode de vie en solitaire – ménages formés de personnes vivant seules – a connu une popularité croissante, alimentant la hausse prononcée du nombre de ménages, qui a largement surpassé celle de la population. Ce changement a eu un impact majeur sur la consommation marchande, affectant notamment l'achat d'équipements ménagers et la possession d'automobiles, sans oublier que le parc immobilier s'en est trouvé transformé.

Le graphique 1 présente l'évolution du niveau de vie moyen des ménages québécois entre 1969 et 2004, années couvertes par notre étude des budgets de dépenses des ménages. Le niveau de vie moyen – soit les dépenses totales pondérées par le nombre de membres dans les ménages – a augmenté de 51 % en trente-cinq ans (de 1969 à 2004). Cette évolution s'explique par les changements rapportés plus haut : moins de bouches à nourrir, avènement du double revenu, reprise à la hausse des revenus de travail et des salaires dans les années 1990, mais aussi plus d'impôts à payer, notamment.

Dépenses totales pondérées des ménages de deux personnes et plus, en dollars constants de 2004, Québec, 1969-2004



Le graphique confirme bien les changements décrits plus haut. La hausse a été importante dans les années 1970 (surtout au début de cette décennie, en fait) et elle marque la fin de la période de forte croissance des salaires réels de l'après-guerre. A suivi une longue période de stagnation des ressources des ménages, avant la reprise à la hausse observable après le milieu des années 1990. Ces dépenses totales par unité de consommation sont celles dont nous analyserons maintenant la structure.

Une structure des besoins en profonde mutation : 1969-2004

La structure des dépenses des ménages est en profonde mutation depuis l'époque de l'enquête de Tremblay et Fortin (tableau 2). Dix ans après cette première recherche – plus précisément, en 1969, première année observée dans notre propre analyse – les dépenses pour l'alimentation et le logement occupent encore le premier rang mais celles affectées à la fonction transports sont passées du cinquième au troisième rang dans la structure, un changement considérable qui traduit l'extension de la motorisation des ménages dans la société québécoise et la diffusion rapide de l'automobile dans les années 1960. La part du budget consacrée à l'alimentation a diminué, ce qui a libéré les ressources nécessaires à la satisfaction de besoins nouveaux, fortement ressentis dans les ménages, comme celui de l'automobile. Un autre besoin s'est accentué au sein des ménages dans la même décennie : les dépenses pour les loisirs, qui venaient au cinquième rang en 1969, avec un coefficient budgétaire de 7,2 %.

Comment ont évolué les dépenses et la structure des besoins des ménages pendant les trente-cinq années qui ont suivi l'enquête de 1969 ? Nous répondrons à cette question en étudiant l'évolution de la structure moyenne des dépenses observable à différentes années dans le tableau 2, mais aussi en examinant les différences entre les niveaux de revenus, suivant la même approche que Tremblay et Fortin qui avaient montré que le revenu familial était la variable la plus discriminante pour expliquer les changements observés dans le temps. Les tableaux 3 et 4 donnent la répartition des coefficients budgétaires par quintiles – soit cinq groupes égaux (20 %) de ménages, allant des bas revenus aux revenus les plus élevés – mais seulement pour les deux années extrêmes de notre analyse, 1969 et 2004, à cause de contraintes d'espace.

Globalement, les changements observés en 1969 dans la structure des dépenses, par comparaison avec les résultats de l'enquête de Tremblay et Fortin, se sont poursuivis dans la même direction jusqu'en 2004 : diminution constante du coefficient d'effort pour l'alimentation et l'habillement, augmentation du poids du logement et accentuation de nouveaux besoins comme les transports,

les loisirs et la protection. Bref, la structure de la consommation marchande des ménages par unité de consommation est bien différente en 2004 de ce qu'elle était en 1969. Au premier rang se retrouve maintenant la fonction habitation, bien loin devant la fonction alimentation, suivie par la fonction transports. Si le poids relatif de ces trois fonctions de consommation s'est modifié considérablement en trente-cinq ans, il faut par contre signaler qu'elles accaparent la même part de l'ensemble des dépenses par unité, soit 60 %.

TABLEAU 2
Répartition en % (coeff.) des dépenses des ménages pondérées
par la taille de l'unité de consommation selon le poste de dépense,
ménages de deux personnes et plus, Québec, 1969-2004

Poste	1969	1978	1982	1986	1992	1996	2000	2004
Alimentation	28,3	26,0	24,3	22,9	20,8	20,8	20,0	19,4
Logement	21,0	21,9	23,6	23,4	24,6	26,0	25,9	24,5
Transports	11,5	13,8	13,9	14,5	15,0	13,4	15,5	16,0
Loisirs	7,2	7,8	7,7	8,6	8,7	9,3	9,8	9,8
Habillement	10,5	9,0	8,0	8,0	6,7	6,0	5,7	5,2
Équipement	5,3	6,7	5,6	5,9	5,4	5,3	5,5	5,8
Protection	5,4	5,8	6,2	5,8	7,0	7,8	8,3	9,5
Santé	6,0	3,5	4,1	4,3	4,6	3,9	4,5	4,7
Éducation	1,1	1,2	1,4	1,6	1,7	2,3	1,9	2,2
Divers	3,5	4,3	5,1	4,9	5,5	5,2	2,8	3,0
Total %	100	100	100	100	100	100	100	100
\$ courants	7 607	17 000	23 309	30 408	36 758	37 215	42 754	49 718
N (personnes)	10 251	5 362	4 816	5 311	4 587	4 580	7 268	7 255
(ménages)	3 472	2 016	1 754	2 076	1 900	1 947	3 785	2 475

Source : micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 1969 à 2004, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

L'influence du revenu sur la structure des besoins est importante, comme c'était le cas en 1959, tout au long de la période que nous analysons. Ainsi, dans la dernière année disponible (2004), la fonction transports occupe même le premier rang dans la structure des dépenses dans les ménages à hauts revenus, un

changement majeur qui confirme l'importance de ce besoin devenu omniprésent dans tous les ménages. D'autres exemples seront donnés plus loin dans l'analyse détaillée par fonction.

Autre constat à noter : les changements dans la structure de la consommation ont été plus prononcés dans les ménages à bas revenus. La diminution du coefficient d'effort pour l'alimentation en effet y a été plus marquée entre 1969 et 2004 (-11,3 %), et ces ménages ont accru leurs dépenses consacrées à d'autres besoins. Au cours de cette période, cinq fonctions de consommation ont connu des hausses plus marquées dans le quintile inférieur des revenus (logement, transports, loisirs-culture, équipement et protection). Les ménages à revenus plus faibles doivent maintenant faire face à des dépenses contraintes plus nombreuses, notamment pour le logement et les transports qui, avec l'alimentation, pèsent très lourd dans les budgets comme on le verra.

Évolution des fonctions de consommation

Nous analyserons maintenant l'évolution dans le temps des dix fonctions de consommation, en dégagant aussi l'effet du revenu qui n'est pas le même d'une fonction à l'autre. Nous nous limiterons à l'examen de cette variable, la plus déterminante sur la consommation marchande d'après de nombreuses études, réservant pour une autre section l'examen spécifique des effets d'âge et de générations, ainsi que les variations observables dans les types de ménages.

La fonction alimentation a perdu son premier rang dans la structure des besoins des ménages vers le milieu des années 1980 et son poids a par la suite constamment régressé, passant sous les 20 % dans les années 2000. Le glissement de la fonction habitation au deuxième rang dans la structure des besoins est une première dans l'histoire des enquêtes budgétaires dans tous les pays développés depuis qu'elles existent, puisque cette fonction y a toujours occupé – et souvent de loin – le premier rang.

Cette évolution est en lien avec l'enrichissement collectif et l'élévation du niveau de vie dans le temps, mais aussi sur le plan transversal comme on peut le constater dans l'examen de la structure des dépenses dans les différents quintiles de revenus en 1969 et en 2004 (tableaux 3 et 4). Dans chaque enquête budgétaire, le coefficient d'effort pour l'alimentation diminue fortement lorsque le revenu du ménage augmente. Fait nouveau, il passe même au troisième rang des dépenses chez les ménages les plus riches en 2004 – dans les deux quintiles de revenus supérieurs – marquant ainsi que ce coefficient pourrait encore diminuer dans l'ensemble de la population si l'enrichissement collectif se poursuit. Si elle reste

au deuxième rang dans les ménages à revenus faibles et moyens, il faut souligner que son importance relative a cependant diminué, ce qui a libéré des ressources pour la satisfaction d'autres besoins. Rappelons que, à l'inverse de ce qui se passe en période de croissance économique, lorsque la situation économique d'un pays se dégrade, c'est la fonction alimentation qui augmente rapidement son poids dans les budgets des familles. L'exemple de la Russie, lors du changement radical de régime économique au début des années 1990, l'a illustré une fois de plus, alors que le coefficient budgétaire moyen pour la fonction alimentation y avait dépassé les 40 % en moyenne, atteignant un niveau encore plus élevé dans les ménages à faibles revenus de ce pays.

TABLEAU 3
Répartition en % (coeff.) des dépenses des ménages pondérées
par la taille de l'unité de consommation selon le poste de dépense
par quintiles, ménages de deux personnes et plus, Québec, 1969

Poste	Quintile 1	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Quintile 5	Total
Alimentation	35,2	30,6	27,8	25,4	22,4	28,3
Logement	25,9	22,2	20,4	19,1	17,8	21,0
Transports	6,2	9,5	11,5	14,1	16,2	11,5
Loisirs	5,5	6,6	7,8	8,0	8,3	7,2
Habillement	8,5	10,1	10,9	11,1	12,1	10,5
Équipement	4,9	5,1	5,4	5,9	5,4	5,3
Protection	2,9	5,4	6,0	6,1	6,8	5,4
Santé	7,5	6,3	5,6	5,6	5,1	6,0
Éducation	0,3	0,8	1,1	1,3	1,7	1,1
Divers	3,1	3,4	3,3	3,5	4,2	3,5
Total %	100	100	100	100	100	100
\$ courants	1 602	2 173	2 636	3 097	4 303	2 765

Source: micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 1969, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

TABLEAU 4
**Répartition en % (coeff.) des dépenses des ménages pondérées
 par la taille de l'unité de consommation selon le poste de dépense
 par quintiles, ménages de deux personnes et plus, Québec, 2004**

Poste	Quintile 1	Quintile 2	Quintile 3	Quintile 4	Quintile 5	Total
Alimentation	23,9	20,8	19,0	17,9	15,3	19,4
Logement	29,5	25,5	24,6	22,1	20,7	24,5
Transports	11,8	13,5	15,0	18,3	21,2	16,0
Loisirs	9,1	9,7	9,5	9,9	10,6	9,8
Habillement	4,4	5,2	5,1	5,6	5,6	5,2
Équipement	6,1	6,1	5,8	5,5	5,5	5,8
Protection	6,0	9,1	10,8	11,0	10,7	9,5
Santé	5,6	5,3	4,5	3,9	4,0	4,7
Éducation	1,4	1,8	2,1	2,8	3,0	2,2
Divers	2,2	3,0	3,6	2,9	3,4	3,0
Total %	100	100	100	100	100	100
\$ courants	12 105	16 926	21 049	25 737	34 470	22 063

Source: micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 2004, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

Les dépenses pour l'habitation ont pris le premier rang dans la structure des dépenses par unité après la crise économique sévère de 1982, année marquée par l'accroissement considérable du coût des hypothèques. Ce changement se dessinait depuis longtemps dans la structure des besoins comme le montrent les dépenses moyennes des ménages les plus favorisés qui consacraient dans le passé une part plus grande de leurs dépenses totales à la fonction habitation, ainsi qu'on peut le voir dans l'enquête de Tremblay et Fortin par exemple. Le coefficient d'effort dans ces ménages annonçait une mutation qui allait toucher tous les ménages dans la seconde moitié du XX^e siècle marquée par la hausse du niveau de vie réel.

Mais le lien entre la part du budget consacrée à l'habitation et le revenu des ménages n'est pas linéaire car la hausse du coefficient budgétaire pour l'habitation a été plus forte dans les ménages à faibles revenus, où l'on retrouve davantage de retraités, de jeunes couples et de familles monoparentales. Ainsi, le poids de la fonction logement atteint-il presque 30 % de l'ensemble des dépenses dans le

quintile inférieur des revenus en 2004. Cela donne à penser que les raisons qui expliquent l'augmentation du coefficient budgétaire pour le logement sont différentes chez les ménages à bas revenus et à hauts revenus, ces derniers dépensant davantage afin d'acheter une meilleure qualité (maisons plus luxueuses, rénovations majeures, etc.).

Plusieurs facteurs expliquent l'accroissement du poids de la fonction habitation dans les budgets des ménages. Le fort niveau de l'inflation observée au début des années 1980 a entraîné une hausse marquée des coûts des logements et des maisons. Nous verrons cependant plus loin que cette croissance n'est pas due seulement à l'inflation plus marquée qui a caractérisé cette fonction de consommation car il y a eu aussi croissance en volume des dépenses pour l'habitation, plus précisément en quantité et qualité. Par la suite, dans les années 1990, l'augmentation de la demande de logement a provoqué une autre phase de hausse des coûts, attribuable notamment aux cohortes des enfants des baby-boomers arrivés à l'âge de fonder une famille. À ces facteurs s'ajoute la hausse du taux de propriété du logement, ce qui tire à la hausse les dépenses pour la fonction habitation car les propriétaires y consacrent davantage de ressources. Dans une étude faite à l'Institut de la statistique du Québec, Sylvie Jean observe « qu'il y a augmentation du taux de propriétaires d'une génération à l'autre aux mêmes âges, de façon plus marquée chez les plus anciennes⁸ ». Les nouvelles cohortes de personnes âgées de plus de 60 ans ont ainsi retardé le moment de la vente de leur maison et elles restent dans leur domicile à un âge plus avancé, ce qui est encouragé par la hausse de l'espérance de vie en bonne santé. La croissance du coefficient d'effort pour l'habitation n'est donc pas seulement conjoncturelle.

Les dépenses pour le logement sont moins flexibles que celles pour les autres fonctions. Si on peut couper dans le budget vêtement pendant quelques mois, il est plus difficile de déménager ou de vendre sa maison afin de réduire les coûts, à court terme du moins. Lorsque le revenu du ménage diminue (lors de la retraite, à l'occasion d'un divorce ou encore au moment du retrait temporaire du marché du travail d'un des pourvoyeurs à la suite du chômage ou d'une maternité par exemple), le poids du logement augmente sans possibilité de réagir rapidement pour le faire diminuer. Par ailleurs, les aspirations des ménages se sont élevées au fil des ans et la recherche du confort implique parfois un endettement excessif (achat d'une belle maison en banlieue par un jeune couple) qui contribue à la hausse du coefficient pour la fonction habitation.

8. SYLVIE JEAN, « La consommation », *op. cit.*, p. 207.

TABLEAU 5
**Écart (2004 - 1969) entre les coefficients budgétaires
dans les quintiles 1 et 5 selon le poste de dépense,
ménages de deux personnes et plus, Québec, 2004**

Poste	Q1 04 - 69	Q5 04 - 69	Total 04 - 69
Alimentation	-11,3	-7,2	-8,9
Logement	3,7	2,9	3,4
Transports	5,6	5,0	4,5
Loisirs	3,6	2,3	2,5
Habillement	-4,1	-6,5	-5,4
Équipement	1,2	0,1	0,5
Protection	3,1	3,9	4,1
Santé	-1,9	-1,1	-1,4
Éducation	1,1	1,3	1,2
Divers	-1,0	-0,8	-0,5

Source: micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 2004, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions. Calculs faits à partir des données des tableaux 3 et 4.

La fonction transports est maintenant bien assise au troisième rang dans la structure des besoins. Les dépenses en transports sont en bonne partie induite par le mode d'occupation de l'espace et le développement considérable des banlieues. La voiture fait partie intégrante du mode de vie des individus. Nous parlons bien d'individus, plutôt que de ménages, car l'automobile n'est plus un bien familial comme c'était le cas dans les années 1950 et 1960. L'auto est maintenant attachée à des individus comme le montre la multimotorisation des ménages établis en banlieues et la hausse considérable du taux de possession dans la seconde moitié du XX^e siècle. Le nombre de femmes détentrices d'un permis de conduire n'a cessé d'augmenter, de même que le taux de propriétés d'un véhicule chez les femmes qui sont de plus en plus présentes sur le marché de l'emploi. Par ailleurs, les jeunes ont des voitures en plus forte proportion et plus tôt dans leur vie que ceux des générations précédentes, et les personnes âgées les conservent aussi plus longtemps que ne le faisaient les aînés des générations antérieures. Sylvie Jean a noté un lien entre le maintien au domicile à un âge plus tardif et l'usage de l'automobile. « De meilleurs revenus à la retraite permettent de conserver sa maison plus longtemps et l'accès à une voiture est une condition presque essentielle

de mobilité, car bien des quartiers sont peu ou mal desservis par le transport en commun⁹».

La fonction transports est la plus contrastée, en lien avec le revenu, de toutes celles qui composent la structure des dépenses. Autrement dit, les différences entre les classes socioéconomiques basses et élevées sont les plus marquées pour ce type de dépenses, qui comptent pour 11,8 % chez les bas revenus contre 21,2 % dans le quintile supérieur en 2004, un écart considérable. On doit même souligner que la fonction transports est passée au premier rang dans la structure des dépenses des ménages les plus favorisés au début des années 2000, ce qui constitue un changement majeur à souligner et rappelle l'importance qu'a prise l'auto dans le mode de vie contemporain.

Plusieurs raisons expliquent que les ménages les plus favorisés économiquement dépensent davantage en transports : voitures plus coûteuses, utilisation accrue, mais aussi multimotorisation dans les ménages qui possèdent deux, et souvent trois, véhicules à cause de l'individualisation notée plus haut. Fait à noter, les dépenses en transports sont aussi fort élevées dans les ménages à faibles revenus (elles viennent au troisième rang), ce qui en fait un besoin de base au même titre que l'alimentation et le logement, un aspect qui a été pris en compte dans l'établissement du panier de consommation de base servant à définir la nouvelle mesure de la pauvreté du gouvernement fédéral.

Les dépenses pour les loisirs et la culture sont groupées dans la même rubrique. Cette fonction a connu une croissance lente et régulière de son poids dans l'ensemble du budget des ménages, passant de 7,2 % à 9,8 % en trente-cinq ans, et elle augmente aussi avec le revenu. Cette fonction traduit l'importance grandissante des loisirs marchands dans notre société, mais aussi l'augmentation des dépenses pour des produits culturels, pour l'achat d'équipements récréatifs (véhicules de plaisance), de matériel électronique servant au divertissement au foyer, comme les lecteurs CD, les cinémas maison ou le matériel pour la photo. Cette fonction de consommation est très sensible à la hausse du revenu discrétionnaire des ménages et à l'augmentation du niveau de vie réel, mais aussi à toute diminution permanente ou conjoncturelle. Il faut aussi noter que les écarts entre ménages à bas revenus et revenus élevés se sont rétrécis durant la période analysée.

La fonction habillement est, avec l'alimentation, celle qui a le plus régressé en importance dans les budgets des ménages, passant de 10,5 % du total des

9. SYLVIE JEAN, *ibid.*, p. 213-214.

dépenses en 1969 à seulement 5,2 % trente-cinq ans plus tard. À noter que la régression en importance de cet item budgétaire a été plus forte chez les hauts revenus, où la fonction habillement compte maintenant pour seulement 5,6 % des dépenses totales pondérées par unité contre 4,4 % dans le quintile inférieur.

Les dépenses pour l'équipement du ménage sont les plus constantes en proportions sur toute la période étudiée, entre 5 et 6 % par année (exception faite de l'année 1978). Il faut observer un renversement de la relation entre ce type de dépenses et les ressources financières des ménages. En 1969, plus le revenu s'élevait, plus le coefficient d'effort pour l'équipement du ménage était marqué. C'est l'inverse qui se produit en 2004. Cela signifie que les ménages les moins bien nantis ont consacré à la satisfaction de ce besoin une part plus grande de leur marge de manœuvre (ou de leur revenu discrétionnaire) acquise au fil du temps.

Les dépenses pour la protection et les assurances diverses sont apparues plus tardivement dans les budgets des ménages et elles ont connu une forte croissance dans la seconde moitié du XX^e siècle, passant de 5,4 % de l'ensemble en 1969 à 9,5 % en 2004. Les ménages à plus hauts revenus parviennent cependant à encore mieux protéger leur situation économique que les ménages à bas revenus.

Le coefficient d'effort pour les dépenses en santé et soins personnels a suivi une évolution en deux temps. Il a connu une forte diminution dans les années 1970, dans la foulée de l'adoption de politiques universelles en matière de santé, la plus importante étant l'implantation du régime public d'assurance maladie (la carte soleil) en 1970. Diverses mesures se sont ajoutées par la suite, comme le remboursement des médicaments aux personnes dépendantes de l'aide de dernier recours et la prise en charge des frais dentaires dispensés aux enfants. Le coefficient d'effort est alors passé de 6 % en 1969 à 3,5 % en moyenne en 1978 ; il a par la suite augmenté régulièrement au fil des ans, pour atteindre 4,7 % en 2004. Il faut noter que la baisse a été plus prononcée dans les ménages à bas revenus dans les années 1970, ce qui marque bien le caractère redistributeur des politiques universelles mises alors en place. Toutefois, les dépenses en santé continuent de peser plus lourdement dans les budgets des ménages à faibles revenus tout au long de la période étudiée.

Au fil des ans, les ménages ont dû assumer une part plus importante des dépenses pour la santé, mais aussi pour divers soins personnels et esthétiques consommés plus largement par une population vieillissante et davantage préoccupée par le confort de la personne. Le coefficient d'effort pour ce type de dépenses augmente cependant à mesure que baisse le revenu familial (5,6 % des dépenses en 2004 dans le quintile inférieur des revenus) et les écarts entre hauts

et bas revenus se sont agrandis en trente ans. Lorsqu'elles surviennent, ces dépenses, incompressibles, touchent plus durement les ménages les moins favorisés. C'est le cas, par exemple, pour les personnes âgées qui se retrouvent plus nombreuses dans les ménages à bas revenus.

Divers facteurs sont à la source de la hausse des dépenses et du coefficient d'effort pour la fonction santé et soins personnels : les changements dans les politiques publiques, le vieillissement de la population, la hausse des coûts des médicaments et des soins de santé, sans oublier l'émergence de nouveaux comportements hédonistes.

L'État québécois a instauré en janvier 1997 un régime général d'assurance-médicaments à participation obligatoire (mais sans frais pour les ménages à faibles revenus), qu'il y ait consommation de médicaments ou non. Le Régime fixe un maximum de frais par type de ménages (par exemple, les personnes âgées participantes doivent payer une contribution de 2\$ par ordonnance jusqu'à un plafond). Par ailleurs, l'État a cherché à réduire ses dépenses pour les soins de santé et certains programmes ont été abolis ou amendés (les soins dentaires pour les enfants, par exemple). Mais l'examen des données montre que ce n'est pas seulement le désengagement de l'État qui est à la source de l'effort budgétaire accru à ce poste observé dans les dépenses des ménages, car d'autres facteurs ont joué un rôle dans ce changement¹⁰.

Les dépenses des ménages et le coefficient d'effort pour la santé et les soins personnels sont relativement peu élevés en moyennes dans l'ensemble des ménages, mais elles le sont davantage à un âge plus avancé. Or, il y a davantage de personnes âgées de plus de 60 ans dans les ménages en 2004 qu'en 1969, ce qui tire à la hausse les moyennes pour l'ensemble. Il y a aussi davantage de personnes arrivées au quatrième âge (80 ans et plus) à cause de l'allongement de l'espérance de vie, ce qui ne manque pas d'avoir un impact sur le niveau de dépenses moyennes en soins de santé et soins personnels, même si les médicaments sont remboursés en bonne partie pour les personnes ayant 65 ans et plus. Bien d'autres soins et médicaments ne le sont pas, comme les prothèses et orthèses.

Par ailleurs, le panier de biens et services disponibles se transforme avec l'arrivée de nouveaux médicaments et la mise en marché de nouvelles technologies en santé. La hausse des coûts affecte les dépenses publiques que l'État doit assumer, certes, mais elle a aussi des répercussions dans les budgets des ménages qui doivent

10. Les dépenses de l'État, per capita et en volume, ont en fait augmenté afin de satisfaire une hausse grandissante de la demande de soins de santé.

assurer eux-mêmes une part de ces dépenses. Un grand nombre d'interventions ne sont pas par ailleurs couvertes par l'État, comme les implants dentaires au titane, les couronnes dentaires, les chirurgies de la vue au laser, etc.

Enfin, il ne faudrait pas oublier l'avènement de la culture hédoniste dans la société de consommation contemporaine. Cette fois, ce n'est plus seulement l'offre qui est à la source de la croissance des dépenses, mais ce sont aussi les comportements individuels. Des personnes n'hésitent pas à s'acheter plusieurs paires de lunettes, et le coût de celles-ci peut varier à la hausse selon la qualité retenue ou le design. De même, les chirurgies esthétiques ne sont pas remboursées par l'État (sauf en cas d'accident). L'industrie des soins personnels s'est aussi développée au cours de la période examinée (salon d'esthétique, etc.) et une véritable industrie du bien-être physique s'est mise en place.

Les dépenses pour la neuvième fonction de consommation examinée – l'éducation – peuvent ne pas paraître élevées, avec un coefficient de 2,2 % en 2004 (et 1,1 % en 1969). C'est juste, mais il faut noter qu'il s'agit là d'un pourcentage moyen calculé sur l'ensemble des ménages et non pas la moyenne des dépenses de ceux qui en ont. Cette fonction ne concerne que les familles avec enfants d'âge scolaire (de l'élémentaire jusqu'à l'université) mais aussi d'âge préscolaire puisque les frais de garde y sont inclus. Or, ces dépenses sont bien évidemment plus élevées pour les familles avec enfant, comme on le verra plus loin. Celles-ci ont quand même augmenté en moyenne depuis trente-cinq ans et elles varient à la hausse avec le revenu des familles.

Comme le taux de participation des mères de familles au marché du travail a augmenté de façon substantielle dans le dernier quart du XX^e siècle, les frais de garde des jeunes enfants ont contribué à la hausse du coefficient d'effort associé à la fonction éducation, notamment dans les ménages à deux pourvoyeurs, qui se retrouvent aussi aux échelons les plus élevés de revenus. De leur côté, les étudiants doivent assumer des frais afférents plus élevés et les dépenses diverses pour les études augmentent. Enfin, le taux de fréquentation des écoles privées est en hausse depuis vingt ans, ce qui contribue aussi à l'augmentation du coefficient de dépenses pour cette fonction.

Structure des dépenses par types de ménages

Le mode de vie en solitaire a connu une montée très marquée dans les années 1970 et 1980 et le nombre de couples sans enfant présent au foyer a de son côté connu de fortes hausses dans les années 1990. Cela signifie que ces ménages ne se préoccupent plus du coût des couches pour bébé, des frais de garde d'enfant

ni, l'été venu, du coût des colonies de vacances. De leur côté, les couples arrivés dans le dernier droit de leur vie active – disons, entre 50 et 65 ans – préparent leur retraite et épargnent davantage que les familles avec jeunes enfants qui, elles, assument des coûts de logement plus élevés. Le moment dans le cycle de vie et le type de ménages sont deux variables importantes à prendre en considération pour étudier la structure des dépenses. Avoir de jeunes enfants implique le plus souvent un mode de vie en banlieue dans une maison unifamiliale, des dépenses élevées pour l'automobile et des frais pour l'éducation et la garde des enfants. De leur côté, les personnes célibataires et les couples âgés préfèrent vivre dans les centres-villes et elles dépensent moins pour la voiture, par exemple.

Nous analyserons la structure des dépenses selon le type de ménages en distinguant d'abord les personnes seules, puis quatre types de ménages définis selon la situation de vie qui couvrent un éventail assez large de la population : les couples dont la personne de référence a entre 35 et 50 ans, les familles avec enfants présents au même âge de la personne de référence, les couples dont celle-ci a entre 50 et 70 ans sans enfant (phase du nid vide en fait) et les familles monoparentales.

Les personnes qui vivent seules ont des comportements de consommation différents pour deux raisons. D'abord, elles doivent assumer seules l'ensemble des dépenses d'un ménage – ce qui ne manque pas d'affecter le poids de certaines dépenses dans leurs budgets – mais elles ont aussi, par ailleurs, des caractéristiques particulières qui les distinguent des ménages qui comptent plusieurs membres.

Le tableau 6 donne la structure de leurs dépenses au cours de la période étudiée. Pour ne pas alourdir le texte, nous présentons les données des années 1969 et 2004, ainsi que la différence observée avec la structure des dépenses des ménages formés de deux personnes ou plus ces deux mêmes années (colonnes 4 et 5 du même tableau).

La fonction logement pèse de plus en plus lourd dans les dépenses totales des personnes seules, depuis 1969. Ce poste budgétaire est même devenu de loin leur principale dépense, avec un coefficient budgétaire qui dépasse le tiers du total (34,7 % en 2004), ce qui est nettement plus élevé que le coefficient observé dans les ménages comptant au moins deux personnes tout au long de la période considérée. L'écart s'est même accentué avec le temps. Ajoutons que le poids du logement est encore plus marqué dans les ménages à faibles revenus, une tendance qui a été examinée plus haut dans les autres types de ménages.

TABLEAU 6

Structure des dépenses des personnes vivant seules et écart avec les ménages de deux personnes et plus, Québec, 1969 et 2004

Poste	1969 (1)	2004 (2)	Écart 04 - 69 (3)	Écart avec ménages 2 et +	
				1969 (4)	2004 (5)
Alimentation	29,7	19,2	-10,5	1,4	-0,2
Logement	28,6	34,7	6,2	7,5	10,2
Transports	7,1	10,6	3,6	-4,4	-5,3
Loisirs	6,7	9,1	2,4	-0,5	-0,7
Habillement	8,8	4,0	-4,7	-1,8	-1,1
Équipement	3,8	6,1	2,3	-1,6	0,3
Protection	3,3	6,4	3,2	-2,2	-3,1
Santé	6,8	5,2	-1,6	0,7	0,5
Éducation	0,3	0,5	0,2	-0,7	-1,7
Divers	5,0	4,0	-1,0	1,5	1,0
Total	100	100	-	-	-

Source : micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 1969 à 2004, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

Le poids du logement va par ailleurs affecter la place relative de la plupart des autres postes budgétaires, notamment la fonction transports, de loin moins importante dans ce type de ménages. Cela tient à l'âge (plus de personnes âgées et de jeunes vivent seuls) et au mode de vie urbain, car les personnes seules vivent en majorité dans les centres-villes, là où les transports en commun sont plus développés.

La consommation marchande des personnes seules se démarque aussi de celle des autres types de ménages pour ce qui est de la protection. Elles sont moins assurées contre les risques et versent moins de contributions liées au travail sans doute à cause de l'âge et de la moindre implication dans la vie active. Les besoins en assurances des jeunes et des personnes âgées sont en effet moins élevés et leur statut hors du marché de l'emploi ne les oblige pas à verser de nombreuses contributions obligatoires.

Ce sont là les trois principales fonctions de consommation – habitation, transports et protection – qui distinguent les personnes vivant seules et les ménages formés de deux personnes et plus. À cela s'ajoute l'éducation, pour des raisons évidentes, car les personnes qui vivent seules n'ont pas d'enfant à leur charge. Les autres fonctions de consommation sont assez semblables dans les deux grands types de ménages et elles se sont même rapprochées davantage dans le temps. Par exemple, la fonction loisirs et culture vient tout de suite après la fonction transports dans leurs structures de dépenses et il n'y a pas de grandes différences avec les ménages comptant deux personnes ou plus.

Bref, c'est nettement le mode de vie qui distingue les personnes qui vivent seules des autres types de ménages. Hormis les dépenses pour le logement, les transports et la protection (charges liées au travail en fait), elles ont sensiblement les mêmes besoins de consommation.

La présence d'enfants dans le ménage ainsi que l'âge de la personne de référence marquent aussi de leur côté la structure des besoins. Ce sont là deux variables qui définissent ce qu'on peut appeler des situations de vie différentes. Pour fixer les idées, nous en avons retenu cinq types différents : les couples sans enfant présent, distingués selon l'âge, les jeunes couples avec enfant et les couples d'âge mûr également avec enfant, et enfin, les familles monoparentales. La structure des dépenses de ces cinq types est présentée dans le tableau 7, pour l'année 1969, et dans le tableau 8 pour l'année 2004. On reconnaîtra un certain nombre de tendances qui ont déjà été observées plus haut, mais il ressort aussi quelques particularités sur lesquelles nous insisterons :

- La structure de la consommation marchande des familles monoparentales ressemble davantage à celle des autres types de familles dans les années 2000, comparée à ce qu'elle était dans les années 1960, à cause de l'amélioration de leurs revenus au cours de la période ;
- La fonction logement pèse cependant un peu plus lourdement dans le budget des familles monoparentales, alors que c'est l'inverse pour les dépenses en transports et pour la protection (sans doute parce qu'une fraction des femmes chefs de familles sont inactives sur le marché du travail) ;
- Le fait de ne pas avoir d'enfant est associé à une augmentation des dépenses pour les loisirs et la culture ;
- Le poids des dépenses pour la santé est plus lourd chez les couples les plus âgés ;

- La part de la fonction loisirs a nettement augmenté chez ces couples plus âgés et sans enfant. Cela donne à penser que des différences générationnelles sont survenues dans la structure des besoins, que nous examinerons plus loin ;
- La part du budget consacrée à la santé a augmenté dans tous les types de ménages, mais non chez les couples les plus âgés.

TABLEAU 7
Répartition en % (coeff.) des dépenses des ménages
selon le type de ménage et le poste de dépense, Québec, 1969

Poste	Couple sans enfant	Couple sans enfant	Couple avec enfants	Couple avec enfant	Familles
	35-50 ans	50-70 ans	moins de 35 ans	36 et plus	monoparentales
Alimentation	24,6	28,1	26,4	29,3	32,6
Logement	22,2	25,0	21,3	19,2	25,0
Transports	14,1	11,5	12,9	11,7	5,4
Loisirs	9,1	6,5	7,5	7,3	6,8
Habillement	8,7	7,7	9,7	11,7	12,0
Équipement	6,3	5,0	6,3	4,9	4,9
Protection	5,9	5,1	6,0	5,8	3,7
Santé	5,2	7,5	5,3	5,8	5,4
Éducation	0,1	0,1	1,5	1,2	1,5
Divers	3,8	3,6	3,1	3,0	2,7
Total	100	100	100	100	100

Source: micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 1969, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

TABLEAU 8
Répartition en % (coeff.) des dépenses des ménages
selon le type de ménages et le poste de dépense, Québec, 2004

Poste	Couple sans enfant	Couple sans enfant	Couple avec enfant	Couple avec enfant	Familles
	35-50 ans	50-70 ans	moins de 35 ans	36 et plus	monoparentales
Alimentation	18,4	19,6	16,9	18,9	19,7
Logement	25,7	23,9	25,7	22,8	27,3
Transports	15,2	16,9	18,1	17,0	13,5
Loisirs	10,5	10,6	8,6	9,4	9,1
Habillement	4,8	5,0	4,9	5,5	5,4
Équipement	6,6	6,4	6,3	5,2	6,4
Protection	10,3	9,4	10,0	11,5	7,4
Santé	3,7	5,0	3,8	4,0	4,5
Éducation	2,0	0,6	3,6	3,2	3,5
Divers	2,9	2,7	2,0	2,5	3,2
Total	100	100	100	100	100

Source: micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 2004, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

L'effet cycle de vie apparaît de manière plus évidente dans le tableau 9. La structure des besoins est davantage contrastée aux deux groupes d'âge extrêmes que nous avons distingués, en début de vie active et après l'âge de la retraite. Les jeunes ménages consacrent une part plus élevée de leurs ressources au logement avant l'âge de 35 ans, mais aussi après la retraite, en 2004 comme dans les autres années (données non publiées). Comme on pouvait s'y attendre, les coefficients pour l'éducation et la garde des enfants pèsent plus lourd dans les budgets des jeunes ménages et ceux pour la santé, dans les ménages plus âgés. Autre constat déjà connu, la part des dépenses en équipement des ménages est aussi plus marquée chez les jeunes ménages alors que celle pour les transports diminue après la retraite.

TABLEAU 9

Répartition en % (coeff.) des dépenses des ménages selon le groupe d'âge et le poste de dépense, ménages de deux personnes et plus, Québec, 2004

Poste	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et plus	Total
Alimentation	17,8	18,6	18,9	20,4	20,9	19,4
Logement	27,6	26,2	25,9	26,8	32,6	24,5
Transports	15,7	14,0	15,1	15,6	11,4	16,0
Loisirs	9,9	10,1	9,5	10,3	8,0	9,8
Habillement	4,7	5,1	5,3	4,7	4,1	5,2
Équipement	6,5	6,1	5,5	5,5	5,8	5,8
Protection	9,3	10,4	10,6	8,4	4,0	9,5
Santé	3,6	3,8	4,4	4,7	7,7	4,7
Éducation	2,8	2,8	1,7	0,6	0,2	2,2
Divers	2,2	3,0	3,1	3,1	5,3	3,0
Total %	100	100	100	100	100	100

Source: micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 2004, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

Enfin, les recherches contemporaines sur la consommation marchande des ménages ont révélé l'existence d'importants effets de génération ou de cohortes. Lorsque les personnes vieillissent, elles ne consomment pas nécessairement de la même manière que celles qui les ont précédées au même âge. Il en va de même pour les jeunes ménages, lorsqu'on les compare à ceux des générations passées. L'espace manque pour analyser en détail cette question complexe, aussi nous limiterons-nous à l'examen de la seule fonction logement, la plus importante dans la structure des besoins.

Nous avons comparé la part des dépenses totales consacrées au logement dans le groupe d'âge des 24-34 ans par rapport à la moyenne de l'ensemble des ménages, à différentes années. Notre analyse montre que les ménages dont la personne de référence est âgée de 24 à 34 ans ont consacré une part de plus en plus grande de leurs dépenses à la fonction logement, par rapport à la moyenne, entre 1969 et 2004. Sylvie Jean, de l'Institut de la statistique du Québec, a observé le même phénomène avec une autre méthodologie pour les années 1978 à 2001,

montrant que la dépense moyenne pour l'habitation et le coefficient d'effort qu'elle représente étaient supérieurs d'une génération à l'autre au même âge¹¹.

La consommation en volume

L'étude des coefficients budgétaires laisse une question en suspens : comment évoluent les quantités consommées, les dépenses totales en dollars constants pour chaque fonction de consommation sur une longue période ? Pour répondre à cette question, nous avons calculé les dépenses moyennes en dollars constants par unité pour chacune des dix fonctions de consommation. Leur croissance depuis l'année 1978 est présentée en indice afin de les rendre comparables (tableau 10).

TABLEAU 10
Indice des dépenses des ménages pondérées par la taille
de l'unité de consommation (1978 = 100) selon le poste de dépense,
ménages de deux personnes et plus, Québec, 1978-2004

Poste	1978	1982	1986	1992	1996	2000	2004
Alimentation	100	90	90	81	82	85	89
Logement	100	103	105	111	115	126	132
Transports	100	94	109	108	100	127	135
Loisirs	100	92	112	116	121	136	148
Habillement	100	86	93	75	69	71	67
Équipement	100	79	88	78	79	89	99
Protection	100	106	103	125	137	157	188
Santé	100	110	123	128	107	140	155
Éducation	100	117	133	136	182	166	210
Divers	100	125	121	138	134	87	87
Total	100	96	102	101	101	111	119

Source : micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 1969 à 2004, calculs de l'auteur faits à partir des micro-données et non pas à partir des moyennes publiées par Statistique Canada pour chacune des fonctions.

11. SYLVIE JEAN, « La consommation », *op. cit.*

Sans surprise, ce sont les fonctions habillement et alimentation qui ont connu une décroissance des consommations, plus importante pour l'habillement. La hausse la plus marquée est observée en éducation, principalement parce que de plus en plus de familles ont eu à défrayer le coût de la garde des enfants à la suite de l'augmentation du taux de participation des mères au marché du travail. Ce sont donc de nouvelles dépenses qui modifient la structure du budget. Suivent celles pour la protection, dont une partie s'expliquent aussi par la hausse du taux d'activité des jeunes comme des femmes. Les fonctions loisirs et culture, de même que santé et soins personnels, ont connu une augmentation des quantités consommées autour de 50 % depuis 1978. Enfin, les consommations en logement et transports ont connu la même hausse en volume, soit environ 33 % au cours de la même période.

La communication, nouvelle fonction de consommation

La société de consommation marchande a vu de temps à autre apparaître de nouveaux besoins à mesure que se développait l'offre par le système de production et que la société salariale se mettait en place. Ainsi, la fonction « services domestiques », encore présente dans les enquêtes budgétaires des années 1950, est-elle disparue presque au même moment où émergeait dans les budgets des ménages la fonction loisirs et vacances. Une anecdote soulignera en passant comment la représentation des besoins ou des fonctions de consommation a changé dans les enquêtes sociologiques : en France, les dépenses pour l'automobile étaient classées dans la fonction loisirs dans les enquêtes budgétaires menées dans les années 1930 et 1940, avant d'être classées dans la fonction transports par la suite¹².

Une nouvelle fonction de consommation a émergé ces dernières années dans la structure des dépenses des ménages, traduisant l'apparition en fait d'un nouveau besoin : la communication. Dans un article précédent, nous avons noté que c'est la communication avec l'extérieur du foyer qui avait véritablement donné son impulsion à la diffusion du micro-ordinateur personnel au sein du foyer, permettant de s'informer, d'établir des réseaux de communication, d'avoir accès à des informations et à des services divers (achat de musique par exemple) sans

12. Nous avons étudié l'évolution de la consommation marchande des ménages en France – un laboratoire fascinant pour l'étude de la société de consommation – dans la seconde moitié du XX^e siècle dans notre ouvrage : SIMON LANGLOIS, *Consommer en France*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2005.

oublier le télé-travail¹³. Les nouvelles technologies de l'information et des communications, connues par l'acronyme de NTIC, ont en effet permis aux individus d'être branchés sur l'extérieur et d'être connectés en réseaux. De même, le câble et les communications par satellite ont bouleversé l'écoute de la télévision et du cinéma. Enfin, la téléphonie a connu une véritable révolution avec l'arrivée de nouveaux appareils qui établissent des liens avec Internet et les ordinateurs personnels. L'innovation technologique a ouvert de nouvelles possibilités de consommation en offrant des biens et services nouveaux et leur production de masse – le plus souvent délocalisée dans les pays à faible coût en main-d'œuvre – les a rendus largement accessibles¹⁴.

L'impact des NTIC sur les modes de vie est maintenant bien visible et il sera sans doute aussi important que celui de l'automobile noté plus haut dans notre analyse. S'y regroupent un ensemble de postes de dépenses courantes qui étaient dispersées auparavant dans diverses fonctions de consommation et qui doivent être regroupées car elles correspondent à un ensemble de besoins spécifiques : s'informer et communiquer avec l'appui de technologies changeantes rapidement dans le temps.

Gilles Pronovost avance que ces nouvelles technologies ont brouillé les frontières entre l'éducation, l'information, la culture et le jeu dans les activités quotidiennes au sein du foyer¹⁵. L'utilisation de l'ordinateur personnel illustre parfaitement ce brouillage, car il sert autant à communiquer avec l'extérieur qu'à s'informer, se cultiver ou étudier, sans oublier le travail au domicile de plus en plus fréquent. Il en va de même pour la photographie. Les amateurs peuvent maintenant « développer » eux-mêmes leurs photos, mais aussi les éditer sur de nouveaux supports électroniques et les diffuser largement sur leurs pages web personnelles.

L'émergence de cette fonction nouvelle nous obligera à partir de maintenant à revoir la répartition des dépenses des ménages en catégories afin de regrouper dans une seule fonction diverses dépenses actuellement dispersées dans plusieurs autres fonctions de consommation, un travail qui reste à entreprendre. On estime

-
13. SIMON LANGLOIS, « Les changements sociaux : tendances de 1960 à 2000 » dans ROCH CÔTÉ (dir.), *L'Annuaire du Québec 2001*, Montréal, Fides, 2000, p. 11-88.
 14. Voir TAREK M. HARCHAOUÏ ET FAOUZI TARKHANI, « Les transformations des dépenses de consommation » dans Statistique Canada, *Perspective*, juin 2004, Cat. 75-001-XIF, p. 18-23.
 15. GILLES PRONOVOST, « Entre travail et loisirs. Aperçu des pratiques culturelles au Québec » dans ROCH CÔTÉ (dir.), *L'Annuaire du Québec 2002*, Montréal, Fides, 2001, p. 571-589.

que la fonction NTIC représente maintenant entre 6 % et 8 % des dépenses des ménages, ce qui lui donne un poids équivalent à celui des loisirs et du divertissement ou à celui de la protection, plus élevé que la fonction habillement.

Diffusion rapide de nouveaux biens durables

L'équipement de base nécessaire à la vie quotidienne est maintenant à peu près présent dans tous les ménages : système de chauffage, chauffe-eau, cuisinière, frigidaire, machines à laver et à sécher le linge, téléphone, radio, télévision couleur font partie de l'équipement standard, y compris dans les jeunes ménages et les ménages à faible revenu (tableau 11). Ce constat passe aujourd'hui pour une évidence, mais il faut se rappeler qu'il était loin d'en être ainsi il y a vingt ans encore.

De nouveaux équipements ménagers et de nouveaux biens durables continuent de se répandre dans les foyers et alimentent la croissance de la consommation marchande. Le four à micro-ondes est devenu un bien essentiel en moins de dix ans, alors que le lave-vaisselle s'est répandu moins rapidement, principalement à cause du manque d'espace dans les logements locatifs. En dix ans le BBQ au gaz s'est retrouvé dans presque la moitié des ménages, mais sa diffusion ne dépassera sans doute pas la proportion de ménages propriétaires de leur logement (56,8 % en 2006), pour des raisons de sécurité (les locataires n'ayant généralement pas l'espace nécessaire ni l'autorisation d'avoir un tel équipement).

Le taux de possession d'une voiture continue sa progression, mais plus lentement à mesure qu'on s'approche d'un certain seuil de saturation. La motorisation privée est omniprésente et l'automobile est maintenant bien ancrée dans le mode de vie des ménages et des individus. Nous l'avons écrit plus haut : l'automobile est maintenant un bien largement individualisé, à usage spécifique de personnes ayant des caractéristiques bien définies dans le ménage.

Les ménages ont acquis de nombreux biens d'équipement ménager durant les années soixante et soixante-dix et la diffusion de ces derniers est maintenant saturée. Ils font partie de l'équipement de base de presque tous les foyers. Les ménages favorisés les remplacent par des biens plus performants sur le plan technologique, mais aussi au design au goût du jour : terminée l'époque des frigos jaunes...

TABLEAU I I
**Taux de possession du logement et de certains équipements
 dans le ménage, Québec, 1986-2006**

Articles possédés	1986	2000	2001	2006	
% de propriétaires	53,6	55,6	58,2	56,8	
Lave-linge	81,2	86,9	86,5	87,2	
Lave-vaisselle	39,6	50,1	52,0	57,5	
Four à micro-ondes	26,7	89,8	89,2	92,9	
Appareil climatiseur	13,7	19,8	23,9	40,6	
Téléphone cellulaire	*	30,1	38,7	56,4	
Lecteur disques compacts	*	70,4	67,5	81,2	
Magnétoscope	34,1	87,8	88,3	81,9	
Lecteur DVD	*	*	14,0	80,7	
Télé couleur	une	58,4	40,7	41,8	34,7
	deux ou plus	*	58,5	57,5	64,2
Câble	56,2	67,6	60,4	60,4	
Antenne parabolique	*	*	15,5	22,8	
Micro-ordinateur	8,7	44,8	51,1	69,2	
Utilise Internet à la maison	*	33,0	41,0	59,8	
Véhicule possédé	un	53,5	45,1	44,0	44,0
	deux ou plus	19,1	26,6	27,6	28,2
Véhicules loués	*	12,2	11,5	12,9	
Taux de motorisation	72,6	83,9	83,1	85,1	

* Ne s'applique pas ou article non mentionné dans le rapport d'enquête.

Sources : Statistique Canada, *Équipement ménager selon le revenu et d'autres caractéristiques* (cat. 13-218) et calculs de l'auteur faits à partir des micro-données des Enquêtes sur les dépenses des familles, 1997 à 2006 (cat. 62-202).

Notons d'abord que les objets consommés deviennent rapidement obsolètes, non pas principalement parce que cela est planifié par les producteurs (encore que ces derniers fabriquent sans doute de moins en moins d'appareils increvables...), mais parce que les découvertes et les innovations technologiques amènent la mise en marché de produits plus performants. Cette tendance est évidente dans la sphère des produits utilitaires et de loisir qui incorporent une composante

technique. Téléphones cellulaires, appareils photo numériques, cinéma maison, nouvelles générations de chaînes hi-fi, ordinateurs portables, nouvelles générations d'automobiles sont là pour en témoigner. L'invention, l'innovation et la création de nouveautés comme l'Internet dans les années 1980 bouleversent la consommation.

Le design industriel a par ailleurs ajouté une dimension nouvelle aux objets de consommation : la beauté et l'élégance – bien que des exceptions continuent d'exister, c'est entendu – et les nouvelles formes et couleurs créent des effets de mode qui incitent les individus à remplacer des objets encore fonctionnels par de nouveaux. Certains parlent même « d'une démocratisation de la beauté¹⁶ », car le design industriel inspire même les objets bas de gamme et à usage quotidien. Enfin, une gamme beaucoup plus étendue existe pour chaque type de produits, d'objets ou même de services, que ce soit pour les restaurants, les articles de sport, les appareils vidéo ou audio, les vêtements, les maisons et résidences secondaires, les objets d'art, les types de vacances, ce qui contribue à répandre leur usage ou leur possession.

Durant les années 1980, les ménages se sont massivement équipés d'une grande panoplie d'appareils électroniques servant aux loisirs, à la communication et à la vie quotidienne, dont la consommation est encore en hausse. Presque tous les ménages possèdent la télé couleur et la moitié d'entre eux ont même deux postes ou plus, le magnétoscope est présent dans près de neuf ménages sur dix et le lecteur de DVD ne vient pas loin derrière, en progression fulgurante (passant de 43 % à 81 % en quatre ans). La gamme étendue de qualité et de prix a favorisé leur distribution élargie, des plus pauvres aux plus riches. Le câble est présent dans les deux tiers des foyers et d'autres (22,8 % en 2006) sont équipés d'antennes paraboliques.

L'ordinateur personnel est maintenant présent dans sept ménages sur dix (données de 2006), ce qui en fait un bien banalisé. Après un lent départ, le taux de possession d'un micro-ordinateur à la maison est en nette progression chaque année. C'est la communication avec l'extérieur qui lui a permis de trouver son véritable créneau dans le foyer. La communication par Internet se développe rapidement et le commerce électronique va sans doute donner une impulsion nouvelle à ce moyen de communication de mieux en mieux maîtrisé. Les données de la dernière enquête de Statistique Canada révèlent un taux d'utilisation d'Internet au foyer de 60 %, un chiffre qui est sans doute supérieur en 2008.

16. GILLES LIPOVETSKY, *L'empire de l'éphémère. La mode et son destin dans les sociétés modernes*, Paris, Gallimard, 1987.

D'autres biens d'équipement, certains plus luxueux, se diffusent rapidement : téléphones cellulaires, ordinateurs portables, appareils iPod et BlackBerry, appareils photo numériques, caméscopes, cinéma maison, nouvelles générations de chaînes hi-fi, etc. Il existe enfin une interrelation entre différents appareils électroniques – ordinateur personnel, caméscope, télévision, appareil photo et appareils divers pour écouter de la musique peuvent maintenant être reliés entre eux – ce qui transforme radicalement leur usage et exige aussi l'achat de biens et services nouveaux. Ainsi, on peut y transférer ses photos d'un appareil à un autre et l'album familial se retrouvera sur Internet (dans les pages de Facebook, par exemple), donc accessibles à la famille élargie et aux amis, certes, mais aussi à toute la planète. Grâce à ces appareils, les individus peuvent visionner des films sur demande et sur divers supports ou encore, télécharger de la musique et la transférer sur divers appareils. Si les revues et les journaux entrent encore au domicile sur support papier, ils y arrivent aussi sur support électronique et le lecteur peut consulter à distance des ouvrages rares de grandes bibliothèques. Bref, le monde de la technologie ouvre des possibilités nouvelles qu'explorent avidement les ménages branchés.

La face sombre de la consommation marchande

Notre analyse de l'avènement de la société d'abondance et de l'émergence du confort moderne dans les ménages dans la seconde moitié du XX^e siècle, ne doit pas faire oublier que cette mutation radicale a un prix. Nous évoquerons certains côtés sombres de cette mutation afin de conserver en tête le prix à payer qu'impliquent les changements analysés plus haut.

Le développement de la consommation se fait à un prix élevé : épuisement des matières premières, exploitation de la main-d'œuvre des pays non encore développés, perte d'emplois dans les pays industriels, pollution (que faire avec les objets usés et jetables?).

L'abondance a eu l'effet paradoxal d'exacerber le déséquilibre entre les aspirations à consommer plus et les capacités objectives de les satisfaire, créant ainsi un sentiment de privation relative dans un nombre croissant de ménages.

On commence même à prendre conscience que la consommation peut être aussi addictive que la drogue ou l'alcool. Le plaisir de consommer se transforme alors facilement en cauchemar.

Consommer exige du temps. Du temps pour gérer les achats, entretenir les objets. Si l'univers de la consommation a élargi les possibles, la journée de l'individu moyen, elle, n'a pas changé. Or l'avènement de la télévision dans les années

1950, puis les magnétoscopes dans les années 1970, l'Internet ensuite, dans les années 1980, suivis par l'explosion de la communication et de la gestion personnalisée des technologies du son et de l'image ont radicalement modifié l'emploi du temps libre des individus. S'il faut de plus en plus de temps pour gérer la consommation d'objets courants, il en faut aussi pour les utiliser. À quoi sert d'avoir des équipements de loisir (bateaux, motoneiges, raquettes de tennis, bâtons de golf), une résidence secondaire, des aspirations à voyager, les livres à lire, un site Internet à entretenir, des séries vidéo à écouter, etc., si on manque de temps pour tout faire? Le travail accapare beaucoup de temps et d'énergie au début du XX^e siècle; consommer des objets en accapare une part de plus en plus marquée cent ans plus tard.

L'omniprésence de la consommation de biens et services de toutes sortes est lourde de conséquences. Plusieurs d'entre elles sont négatives, comme un certain isolement qu'implique l'utilisation d'un grand nombre d'objets personnalisés, notamment les appareils électroniques et l'ordinateur. D'autres sont positives, comme l'ouverture sur l'extérieur et le développement de nouveaux réseaux sociaux sur la toile et par Internet.

Enfin, un nouveau discours critique émerge, qui remet en cause non pas la consommation elle-même – contrairement au discours critique des années 1960 – mais plutôt la manière de consommer. Et le mouvement de simplicité volontaire gagne, lentement mais sûrement, de nouveaux adeptes au Québec.

Bref, la réception et l'usage des biens et services de consommation est un champ de recherche ouvert et à explorer.

* * *

De tout temps, l'être humain a fabriqué et utilisé des objets essentiels à sa survie et à son épanouissement. La culture matérielle qui s'est imposée au XX^e siècle implique une dimension nouvelle: la marchandisation du rapport aux objets consommés qui est au cœur de la société de consommation, marchandisation qui touche aussi les services rendus aux personnes, donnant naissance à la société de consommation.

L'étude des budgets de famille est révélatrice d'une mutation en profondeur des genres de vie contemporains. Ainsi, l'omniprésence de l'automobile – qui a accru au fil des ans son importance dans la structure des dépenses – implique que ces genres de vie sont de plus en plus marqués par la mobilité. Mobilité au quotidien, puisque l'habitat et le lieu de travail sont séparés et éloignés, mobilité aussi

dans la pratique des loisirs et dans les pratiques quotidiennes (aller chez le médecin ou se rendre dans les centres commerciaux).

La consommation d'objets (biens et services) est aussi liée de près à la montée de l'individu comme référence privilégiée et elle a accru sa marge de manœuvre et son autonomie. Un nombre croissant d'objets permet en effet aux individus de vivre une vie à eux, qui n'est pas sans lien avec la mobilité évoquée plus haut. Nous l'avons évoqué à propos de l'automobile, passée d'objet familial dans les années 1950 à un objet davantage individualisé dans les années 2000, particulièrement dans le mode de vie en banlieues des familles de classe moyenne.

La société de consommation accorde aussi une grande place au confort et au bien-être matériel, comme le montre la diffusion des équipements de toute sorte qui ont envahi les foyers. L'étude des budgets permet de mesurer cet aspect des genres de vie et d'en caractériser l'évolution temporelle. Notre étude n'a donné qu'une idée d'ensemble de cet aspect important, qui exigerait d'autres travaux plus précis.

Enfin, l'étude des dépenses des familles met en évidence des aspects nouveaux des genres de vie, d'une décennie à une autre. Nous rappellerons en terminant l'importance que prend actuellement la communication dans les ménages, qui s'appuie sur une panoplie de nouveaux biens et services qui envahissent les foyers et qui exigera bientôt de considérer de manière autonome tout ce qui est associé à cette fonction, forçant une refonte, dans les travaux à venir, des catégories qui ont été au cœur de notre présente analyse des dépenses dans la seconde moitié du XX^e siècle.

